

DES TERRITOIRES À JAMAIS PERDUS ?

PAR GUY KONOPNICKI

Le plan Borloo pour réparer les morceaux de France où se concentre la misère est loin d'être un chef-d'œuvre, il comporte des mesures déjà expérimentées sans grand succès. Il a cependant le mérite de ne pas tenir la déshérence des quartiers pour une fatalité et de proposer un véritable engagement de l'Etat, moyens financiers à l'appui. Le tollé soulevé par la présentation du plan laisse croire que les quartiers populaires sont dans la situation de l'Algérie, en 1959, lorsque Paul Delouvrier et Michel Debré imaginaient de répondre à la rébellion par un plan de développement économique. Sans nul doute, le plan de Constantine arrivait trop tard, la guerre s'était installée depuis cinq ans et il n'était plus temps de redistribuer des terres, de développer l'activité industrielle ou de construire massivement des logements dans les villes. Le plan Borloo vise, lui, ce que l'on nomme les territoires perdus de la République. L'autorité de l'Etat y est bafouée, l'économie parallèle assure la prospérité de quelques caïds, l'école publique ne parvient pas plus que la police à assurer sa mission. En bien des endroits, l'obscurantisme et la violence ont provoqué des départs massifs de population, et ce phénomène ne touche pas seulement les juifs fuyant l'antisémitisme.

Cependant, contrairement à l'Algérie, ces quartiers se trouvent en France métropolitaine, à la périphérie des grandes villes, et parfois au cœur des villes moyennes. Or, certains censeurs du plan Borloo considèrent le rétablissement de l'autorité de l'Etat comme le préalable à tout investissement public. Ils oublient, au passage, que ce retour à l'ordre suppose déjà des moyens considérables, en obligeant l'Etat à recruter des fonctionnaires de police et de justice. Par malchance, si l'efficacité d'un plan économique et social n'est pas garantie, le rétablissement de l'ordre par des méthodes musclées est voué à l'échec. Pour perdus que soient ces territoires, leur reconquête ne peut se concevoir sur le mode militaire, sauf à prendre pour modèle l'isolement des favelas d'Amérique latine. L'intimidation de quartiers entiers par des escadrons de la mort ne relève pas de la tradition républicaine française.

Pourtant, il se fait un concert de protestations quand on propose de rétablir un peu d'égalité.

L'échec des politiques de la ville menées depuis les années 80 ne saurait condamner, par avance, toute nouvelle tentative. Toutes les initiatives ne furent d'ailleurs pas des échecs, si ce n'est par l'incohérence des politiques. En vérité, les plans et les projets se sont toujours heurtés à l'absence de financement, au désengagement de l'Etat qui n'a de cesse de

se défausser sur des collectivités locales exsangues. Faut-il, pour autant, abandonner des millions de gens à leur sort, au motif qu'ils vivent sur des territoires considérés comme perdus, où sont nourries les idées et les pratiques hostiles à la République ? Les fantômes de la guerre d'Algérie entretiennent le refus de toute action d'envergure. Les habitants de ces quartiers devraient donc être considérés comme des ennemis, des barbares campant aux portes de la cité française, dont ils refusent les principes et le mode de vie. Pour un peu, on confondrait la bataille de Seine-Saint-Denis avec la bataille d'Alger, comme si ce relatif succès militaire n'avait pas été une terrible défaite politique et morale. Certes, un plan d'investissement dans l'éducation, la formation, le développement économique et l'habitat ne dispense en aucune manière du combat contre les idéologies obscurantistes. Mais le rejet global des populations de ces territoires relève, lui, de la haine

sociale et du racisme. Un autre racisme, antifrçais, anti-blanc, antisémite, se développe parmi ces populations. Lui répondre par le rejet et l'isolement précipitera la catastrophe républicaine. Ces territoires sont tellement perdus que les taux de participation aux élections deviennent catastrophiques. Electoralement, ils ne sont même plus dangereux. Un peu de clientélisme et de démagogie politique suffit à y faire élire un maire et un député par 10 % des inscrits. La tentation est grande de les abandonner un peu plus à leur sort. Il n'est pas certain que le plan Borloo soit le bon, mais, en laissant des quartiers, des villes entières, au fond de la misère, ce sont les fondements de la République que l'on détruit. ■

*La République? Elle est entrée
là il y a 50 ans.
On l'a jamais
revue.*

